

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 678

Artikel: Municipales : la relève des communistes
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024875>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Leçon de choses politique

Les démocrates-chrétiens genevois, fidèles à l'image qu'ils entendent donner d'eux-mêmes, se préoccupent beaucoup de la famille. Majoritaires au Grand Conseil avec leurs amis libéraux et radicaux, ils pourraient agir efficacement et directement dans ce domaine par le biais de la législation. Mais cette voie est probablement trop simple puisqu'ils lui ont préféré l'initiative populaire: occasion de descendre dans la rue pour exercer les militants et se montrer. A moins que l'«entente» nationale dont ils font partie ne s'applique pas à ce chapitre important de leur programme. Explication plausible, puisque leur initiative s'intitule: «pour une véritable politique familiale». C'est donc que la majorité bourgeoise qui gouverne Genève ne s'est pas véritablement préoccupée de la famille.

Sur le fond, l'initiative, non formulée, propose un principe: cellule naturelle et fondamentale de la société, la famille doit voir son rôle renforcé par l'Etat. Et des mesures: logements plus grands et de meilleure qualité, accession à la propriété, concertation entre parents, enseignants et autorités en matière scolaire, fiscalité plus favorable à la famille, amélioration des allocations familiales et assurance maladie plus sociale.

FRONTS GAUCHE-DROITE

En commission parlementaire, les fronts se constituent d'emblée: la droite soutient l'entrée en matière et la recevabilité de l'initiative; à ce stade, ça ne coûte rien! La gauche — socialistes et communistes — met les pieds contre le mur: elle s'entortille dans une appréciation juridique qui ferait honte à un étudiant de première année et

conteste l'«unité» de la matière. Pour goûter la passe d'armes, il faut savoir que la droite a utilisé à plusieurs reprises cet argument contre des initiatives socialistes, histoire de gagner du temps (chaque fois, elle a été désavouée par le Tribunal fédéral, au bout du processus législatif). Il semble que cette tactique mesquine fait maintenant école à gauche...

La gauche refuse également l'entrée en matière. C'est que pour elle, la famille est à la fois un terme vague et chargé. Vague, parce qu'il recouvre actuellement plusieurs types de communautés. Chargé, parce qu'il fait référence à un modèle culturel traditionnel.

La gauche donc disserte sur le principe proposé par l'initiative, manie les statistiques et la sociologie et conclut dans la plus belle tradition libérale: «La société n'est pas constituée de cellules familiales, mais d'individus qui s'associent librement, comme bon leur semble.» En conséquence de quoi, l'Etat n'a pas à privilégier un type particulier d'associa-

tion, même si plus de la moitié de la population du canton vit dans une famille de type traditionnel.

La gauche s'est fait piéger. Par sa mauvaise humeur et son sectarisme. Mauvaise humeur qui la conduit sur les sentiers de la casuistique juridique, jusqu'à présent domaine réservé des conservateurs. Sectarisme qui l'enferme dans un débat idéologique voulu par le Parti démocrate-chrétien: les députés PDC n'ont-ils pas admis en commission que les mesures proposées par leur initiative étaient déjà presque toutes réalisées par la législation en vigueur?

Alors, il est permis de rêver. De rêver à une gauche minoritaire qui, refusant de se faire plaisir, saisirait au vol l'initiative du PDC, mettrait au pied du mur ces défenseurs patentés de la famille, ferait rendre gorge à leurs slogans. Tout simplement en prenant l'initiative au sérieux, en proposant des concrétisations substantielles. Les citoyennes et citoyens comprendraient à coup sûr mieux ce langage, la «famille» y trouverait avantage concret et la gauche y gagnerait en crédibilité.

MUNICIPALES

La relève des communistes

Au moment de terminer ces lignes, tombent les résultats des municipales genevoises. On a souligné l'effritement continu du Parti du travail, effritement dont les conséquences ne peuvent laisser indifférent: cette formation avait su jouer le rôle de relais des revendications des petites gens, grâce notamment à son implantation militante dans les quartiers.

Qui va jouer ce rôle, dorénavant? Il est probable que Vigilance ait profité de l'affaiblissement communiste. Sur l'échiquier politique genevois, ce mouvement est passé maître dans le rôle de

soupe de sûreté pour mécontents, apparaissant, reculant, disparaissant, réapparaissant au gré de la grogne. Mais on sait au prix de quels arguments primaires et xénophobes.

Deux enseignements au moins pour les socialistes. Leur option écologiste est fondée: les bons résultats du nouveau parti «vert» dans les quartiers populaires le montrent; il faudra persévérer, être plus crédible encore à ce chapitre.

Mais surtout, ce rôle de relais des revendications populaires est à prendre. Ce qui signifie, être présent, à l'écoute, se frotter à la dure réalité des faits, plutôt que de s'investir en priorité dans des débats pseudo-idéologiques (cf. plus haut) qui ne satisfont finalement qu'une poignée de militants et qui ne touchent guère les citoyennes et les citoyens.